

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 11 JUIN 2020

Délibération n° 2020-046- DC

Date d'affichage : Le 15 juin 2020	Le onze juin deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Théâtre Philippe Noiret à Doué-la-Fontaine - 49700 Doué-en-Anjou, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le quatre juin deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 65 Excusé(s) : 12 Dont représenté(s) : 8 Absent(s) : 4 Nombre de votants : 73 -----	Présents : (65) Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Armel FROGER, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Alain BOURDIN, Laurence CAILLAUD, Françoise DAMAS, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Jean-Paul DILÉ, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Didier HUCHEDE, Isabelle ISABELLON, Benoit LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Sandrine LION, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Guillaume MARTIN, Sophie METAYER, Jean-François MIGLIERINIA, Étienne MOREAU, Frédéric MORTIER, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Sylvie PRISSET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Eric TOURON. Dont suppléé(s) remplacé(s) : Jacky MARCHAND par Bernard PELE
Secrétaires de séance : <i>Monsieur Guillaume MARTIN, conseiller communautaire de la Commune d'Epieds, et Monsieur Noël NERON, conseiller communautaire de la Ville de Saumur</i>	Excusés : (12) Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Michel APCHIN, Christophe CARDET, Marie-Luce DURAND, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Alain JOBARD, Géraldine LE COZ, Nathalie MORON, Yann PILVEN Le SEVELLEC Dont excusés ayant donné pouvoir : (8) Michel APCHIN à Françoise DAMAS, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Bruno PROD'HOMME, Véronique HENRY à Marc-Antoine NERON, Charles-Henri JAMIN à Jean-Pierre ANTOINE, Géraldine LE COZ à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE, Yann PILVEN Le SEVELLEC à Eric TOURON. Absents : (4) Jeannick CANTIN, Fabrice DUFOR, Jack LOYEAU, Isabelle TAILLECOURS

ALTER ENERGIES - CONSTITUTION D'UNE SAS DÉDIÉE AU PROJET DE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DE CHAZÉ-HENRY

La commune d'Ombree d'Anjou est propriétaire du site des « Buttes de la Gasneraie » d'une surface de 7 hectares situé sur la commune déléguée de Chazé-Henry. Le site est un ancien centre de stockage de déchets non dangereux et d'ordures ménagères, exploité jusqu'en 1989 et fermé définitivement en 1991.

Jusqu'en 2001 plusieurs études ont été réalisées pour définir la réhabilitation du site. Des travaux ont été réalisés en 2004 et 2005. Depuis cette date, le site a seulement fait l'objet de travaux d'entretien et de surveillance ponctuelle via l'analyse des eaux.

La commune d'Ombree d'Anjou souhaite valoriser ce terrain en réalisant un projet de centrale photovoltaïque. En première approche, la puissance du projet serait estimée à environ 3 MWc, et l'investissement à 2 400 000 €.

La commune d'Ombree d'Anjou s'est tournée vers Alter Energies pour proposer à la SAEML d'en réaliser le développement dans le cadre d'une démarche collaborative, ainsi il est envisagé l'entrée de la Collectivité au capital de la société de projet (de type SAS) à hauteur de 5 %.

Il est proposé de mettre en place un protocole entre les partenaires permettant d'acter leur accord sur les principaux points :

- Création d'une société conjointe destinée au développement du projet,
- Prises de décision dans les instances de la SAS à l'unanimité afin de permettre à la commune d'exercer un contrôle étroit sur elle,
- Mise en place d'une promesse de bail entre la commune et la SAS,
- Les études de développement seront, dans un premier temps, financées par Alter Energies sous forme d'avances à la société, dont le coût est estimé à 50 000 € HT.

Cette dernière serait constituée sous forme de société par actions simplifiée avec un capital minimal de 500 euros par apport en numéraire et aurait pour objet le développement, la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque au sol de Chazé-Henry, située sur le territoire de la commune d'Ombrée d'Anjou.

C'est dans ce contexte que le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Energies, par délibération en date du 27 janvier 2020, a approuvé, sur avis favorable du Comité d'Engagement de la Société, le projet de constitution de la Société par Actions Simplifiée dédiée, dans un premier temps au portage du projet en vue de candidater à la CRE, et dans un deuxième temps, à la réalisation et l'exploitation de la centrale solaire au sol à Chazé-Henry, par apport en numéraire en capital d'un montant de 500 euros à libérer de moitié lors de la constitution soit 250 euros.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Energies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, la Communauté d'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL).

Il est précisé, dans l'hypothèse où la candidature de la SAS dédiée au projet de centrale photovoltaïque au sol de Chazé-Henry serait retenue par la CRE, ou bien si les frais de développement s'avéraient plus élevés que le montant estimatif, que toute nouvelle participation d'Alter Energies au capital de la Société (augmentation du capital ou autres apports de fonds propres tels qu'une avance d'associé) sera soumise à l'approbation préalable de ses collectivités actionnaires.

Au regard de ce qui précède, il est demandé :

- d'approuver le projet de constitution par la SAEML « Alter Energies » conjointement avec la Commune d'Ombrée d'Anjou, d'une société par actions simplifiée dédiée dans un premier temps au portage du projet en vue de candidater à la CRE, et dans un deuxième temps à la réalisation et l'exploitation de la centrale solaire au sol à Chazé-Henry située sur le territoire de la Commune d'Ombrée d'Anjou, par apport en numéraire en capital d'un montant de 500 euros à libérer de moitié lors de la constitution soit 250 euros, ainsi une participation financière de la SAEML Alter Energies d'un montant maximum de 50 475 euros réparti comme suit :
 - 475 euros d'apport en capital social
 - 50 000 euros en avance d'associés correspondant aux études de développement.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Energies du 27 janvier 2020 ;

Aussi ,

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

D'APPROUVER la constitution par la SAEML « Alter Energies » conjointement avec la Commune d'Ombrée d'Anjou, d'une société par actions simplifiée dédiée dans un premier temps au portage du projet en vue de candidater à la CRE, et dans un deuxième temps à la réalisation et l'exploitation de la Centrale solaire au sol à Chazé-Henry située sur le territoire de la Commune d'Ombrée d'Anjou, par apport en numéraire en capital d'un montant de cinq cents euros (500 €), à libérer de moitié lors de la constitution soit 250 euros,

D'APPROUVER la participation financière de la SAEML Alter Energies dans cette SAS dédiée au portage du projet de centrale photovoltaïque au sol de Chazé-Henry pour un montant maximum de 50 475 euros réparti comme suit 475 euros d'apport en capital social et 50 000 euros en avance d'associés correspondant aux études de développement,

D'AUTORISER Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, la notifier à la société Alter Energies.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 73 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

16 JUIN 2020

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 2ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire



Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	8 Domaine et compétence par thèmes	8.8 Environnement
-------------------	------------------------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »